

celles-ci ne vous reconnaissent pas un certain niveau de service, alors, pour le gouvernement, vous n'existez pas.

La décision d'abandonner VIA Rail ne se rapporte pas simplement au transport; c'est l'amplification d'une certaine conception du Canada, d'une perception de notre pays qui jusqu'à maintenant était étrangère aux Canadiens. Il s'agit en l'occurrence de réduire le pays à une simple collection de pièces d'un jeu de Monopoly. La valeur de la citoyenneté dépend de l'endroit où l'on vit et où cette valeur diminue au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre du pays.

Le Parti libéral ne saurait accepter cette perception, cette vision du pays. De même, les libéraux, partisans du progrès et des réformes, ne peuvent accepter que le Canada, un pays parmi les autres nations du monde, doive tourner le dos à l'avenir, refuser de se pencher sur la technologie actuelle, afin de faire du Canada un pays doté d'un réseau de transport moderne et efficace. Nous ne pouvons admettre que le Japon et l'Europe de l'Ouest puissent mettre au point des trains grande vitesse et les rendre productifs, rentables et efficaces, afin de servir leurs citoyens, alors que le Canada ne serait qu'une nation arriérée incapable d'offrir ce genre de réseau de transport. Ceci est inadmissible, pour nous, monsieur le Président. C'est pourquoi nous condamnons le gouvernement aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle nous invitons les Canadiens de tout le pays à comprendre toutes les conséquences de cette décision et à s'opposer au gouvernement. Ils doivent se faire entendre, afin que VIA Rail continue d'être une entreprise viable desservant les Canadiens peu importe où ils vivent. Il faut s'assurer que le Canada se mette à l'heure technologique du XXI^e siècle dans le domaine du service ferroviaire-voyeurs et ne tourne pas le dos à l'avenir en se comportant comme un dinosaure perdu dans la forêt d'antan.

• (1030)

L'actuel ministre des Transports est un fossile. Le gouvernement abandonne les régions à leur sort. Les Canadiens blâment le gouvernement d'avoir pris cette décision à courte vue et punitive.

Des voix: Bravo!

M. Hovdebo: Monsieur le Président, je comprends le point de vue du député de Terre-Neuve. Lui-même et son parti ont-ils un plan précis qu'à leur avis le gouvernement devrait mettre en oeuvre en ce qui concerne VIA Rail?

M. Tobin: Monsieur le Président, je sais gré au député de sa question. Tous les députés qui ont participé aux délibérations du Comité permanent des transports et

tous les autres députés qui s'intéressent vivement aux transports savent pertinemment que VIA Rail a travaillé très fort ces dernières années et dépensé des millions de dollars pour planifier son avenir.

Nous savons que VIA Rail s'est surtout appliqué à étudier les trains à grande vitesse. À mon avis, tous les Canadiens, quelle que soit leur option politique, reconnaissent qu'il ne serait plus ni souhaitable ni utile que VIA Rail continue de fonctionner en encourant des pertes s'élevant à des centaines de millions de dollars par année. Je ne crois pas que le NPD soit d'accord avec cette idée, pas plus d'ailleurs que le parti libéral. Pourtant, le gouvernement l'utilise comme prétexte pour détruire VIA Rail.

Ceux qui regardent vers l'avenir n'exigent pas que les choses demeurent ce qu'elles sont, c'est-à-dire que VIA Rail continue d'utiliser un équipement de piètre qualité pour fournir un service médiocre en suivant éternellement le même itinéraire de la même façon. Le ministre est le seul à vouloir maintenir le statu quo. C'est le choix qu'il nous offre: le statu quo ou rien. Il soutient que ni le statu quo ni les pertes sont acceptables. Par conséquent, ce sera rien.

En agissant ainsi, le ministre prive les Canadiens ou VIA Rail de l'occasion, non pas de maintenir les choses dans l'état où elles sont, mais au contraire de les moderniser. VIA Rail fournit un service qui répond aux besoins du passé. Au lieu de se préparer en vue de l'avenir, VIA Rail fait appel à de vieilles techniques et à de vieilles méthodes.

Monsieur le Président, le député m'a demandé si j'avais quelque chose de précis à proposer au gouvernement. Bien sûr, monsieur le Président. Le parti libéral et moi estimons qu'il faudrait laisser aux responsables de VIA Rail qui dirigent cette organisation et qui comprennent que le gouvernement et les Canadiens trouvent intolérable la situation actuelle, le soin de remettre au ministre, ainsi qu'ils ont l'intention de le faire au cours des prochaines semaines, un projet concernant le rôle que VIA Rail pourrait jouer à l'avenir. Ce projet considère en particulier la pertinence des trains à grande vitesse. Le plan ne devrait pas se limiter à des crédits.

Mon opinion personnelle, c'est que, si nous ne sommes pas prêts, dans un pays techniquement avancé et relativement riche comme le nôtre, à investir dans l'avenir en envisageant sérieusement l'option du train à grande vitesse, il vaudrait mieux reconnaître que nous n'avons pas la compétence nécessaire pour exploiter un service-voyeurs ferroviaire et abandonner la partie.